

Budget 2007, obstination destructrice

Le gouvernement vient de transmettre aux parlementaires le projet de budget pour 2007. Il est marqué par une attaque sans précédent contre les services publics (cohérente avec la privatisation votée à l'assemblée nationale de Gaz de France*) avec une diminution de près de 15000 emplois dans la Fonction Publique. Paraissant un peu mieux loti, le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche (qui verra moins des 3000 emplois prévus en 2005, et moins des 2000 emplois statutaires annoncés par le Ministre Goulard) bénéficie toutefois de 1650 emplois statutaires nouveaux (dont 450 d'enseignants-chercheurs, contre plus de 1000 l'an dernier) arrachés par nos luttes des deux dernières années. Ces emplois seront très loin de permettre l'amélioration de nos activités recherche et d'enseignement ; en particulier ces moyens sont dérisoires au regard des transformations d'ampleur que les premiers cycles universitaires réclament. Avec ce budget – si rien ne change –, c'est le maintien des dotations d'établissements au niveau de l'an 2000 et même à un niveau moindre dans certains cas. Cela conduit à des situations intenable rendues encore plus criantes par les dispositions de la LOLF appliquées de manière obtuse : c'est le cas de l'amputation pour les ATER des départements d'Outre-mer du complément de rémunération ; c'est le cas dans les IUT avec des contraintes de gestion aberrantes.

Les mesures budgétaires incluent la prise en compte de la loi recherche votée en avril 2006. Ainsi, s'accroissent encore les crédits d'impôt recherche à destination des entreprises, crédits dont l'efficacité n'a toujours pas été établie et pour laquelle le gouvernement refuse tout dispositif démocratique d'évaluation. Par contre, le projet de décret reclassement, qui prévoyait une certaine prise en compte des activités doctorales et post-doctorales lors du recrutement comme enseignants-chercheurs, n'a pas reçu l'aval du budget et se trouve gelé pour une période indéterminée.

Ce budget 2007 amplifie aussi la déréglementation et la mise en concurrence accrue des établissements. Les RTRA, qui ont fait l'objet d'un choix arbitraire du pouvoir (12 projets retenus sur 39 déposés), voient se concentrer sur eux dans une opacité absolue des financements qui vont déséquilibrer le tissu de la recherche française en créant de fait, contre l'avis de la communauté scientifique, des pôles dits d'excellence concentrés en région parisienne et en Rhône-Alpes pour l'essentiel (8 sur 12). Déjà, nombre d'écoles doctorales se voient menacées de disparition ou d'agrégation forcée à d'autres thématiques (Chambéry, Pau, ...).

Comme jamais aucun gouvernement ne l'a fait, celui-ci entend distribuer aux premiers demandeurs, quelle que soit la nature des projets, les financements prétendument complémentaires alloués aux PRES. Le gouvernement joue de l'effet d'aubaine pour contraindre ainsi les universités asphyxiées financièrement à se regrouper sur des missions et des thématiques qui sont loin d'être débattues et évaluées au sein de la communauté scientifique.

Enfin, le gouvernement, qui a prétendu faire de l'évaluation sa priorité et qui mène au pas de charge l'installation de l'AERES malgré l'opposition de la communauté scientifique, ne donne à cette nouvelle agence rien de plus que les moyens alloués aux défunts CNER et CNE.

Toutes des dispositions se retrouvent dans les établissements où la question du vote des budgets par les conseils ne tardera pas à se poser. Les sections syndicales, les élus SNESUP et bien au-delà auront à cœur de faire la démonstration qu'un autre rayonnement pour l'enseignement supérieur et la recherche – que toutes les forces politiques semblent appeler de leurs vœux – exige de tout autres moyens.

Mais, dès le mercredi 18 octobre, les collègues des IUT, dans le cadre d'une « journée de mobilisation » lancée par l'ADIUT, feront part, par leur engagement nombreux et explicite auprès des étudiants, des élus locaux, des parents, des choix alternatifs qu'il convient d'entreprendre.

**MERCREDI 18 OCTOBRE,
TOUS LES ENSEIGNANTS DES IUT, AVEC LE SNESUP, DANS L'ACTION****

*CTPU : participation électorale insuffisante.
Deuxième tour nécessaire du 13 novembre au 11 décembre*

* le SNESUP, comme la FSU, appelle à participer aux manifestations du samedi 14 octobre contre cette privatisation – Rendez-vous Ile de France : 14 h 30 – Place Clichy

** voir tract spécifique IUT sur le site du SNESUP www.snesup.fr

**syndicat national de l'enseignement supérieur – 78, rue du faubourg saint-denis – 75010 – Paris
Tél. : 0144799610 – Fax : 0142462656 – Courriel : accueil@snesup.fr – Site web : www.snesup.fr**